Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

http://senemag.free.fr

ACCAPAREMENT DES TERRES - Plus de 650 000 ha de terres distribuées en douze ans au Sénégal : La société civile demande le gel des transactions

Date de mise en ligne : samedi 18 février 2012

- Economie -

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

L Etats devrait faire des études très poussées sur les conséquences des attributions de terres à grande échelle, avant que la situation n échappe à tout contrôle. C est l une des recommandations du Cicodev, appuyé par des organisations internationales spécialisées sur la question.

source : www.lequotidien.sn - 11 février 2012

Un moyen des plus efficaces d en finir avec les drames qui naissent de l accaparement des terres au Sénégal comme dans d autres pays d Afrique, est de promouvoir autant que possible la transparence dans la distribution des terres à grande échelle, ainsi que dans les opérations d investissement dans les ressources foncières. En faisant la synthèse d un atelier de deux jours, qui regroupait une trentaine de participants venus de 17 pays de par le monde, et qui portait sur : La transparence dans les attributions et les investissements dans les ressources foncières à grande échelle, A**madou Kanouté**, directeur exécutif de ***Cicodev Afrique*** , et ses partenaires **Michael Taylor** de ***Interna-tional Land Coalition*** , **Frédéric Mous-seau** de ***Oakland Institute*** , **Jenny Bromley** de ***Global Witness*** , ainsi que **Marième Sow** de ***Enda Pronat*** , ont insisté, mercredi 8 février dernier, sur l intérêt d informer et de consulter les populations locales sur les procédures mises en place lors de ces acquisitions foncières à grande échelle.

M. Kanouté a notamment affirmé que si les populations locales avaient été consultées dans les cas de Fanaye, où une société à capitaux majoritairement italiens a voulu acquérir 20 000 ha pour produire des agrocarburants, on aurait pu éviter les morts d hommes qui s en sont suivies. Il a également donné le cas de Diokoul, près de Kébémer, où les populations ont initié une marche pour remettre une pétition aux autorités, contre leur dépossession.

Fanaye et Diokoul, zones de tension

Dans cette communauté rurale, déclare le directeur exécutif de Cito-yen-neté-consommateurs et dévelop-pe--ment en Afrique (Cico-dev-Afri-que), plus de 2 000 ha de terres ont été accordées à un individu, au détriment de la communauté tout entière. Conséquences, selon lui, « l*es femmes ont des difficultés pour faire du feu, car les arbres tout autour d elles leur sont maintenant interdites* ».

Ses partenaires et lui préconisent donc un moratoire sur ces attributions foncières à grande échelle, qui prennent des proportions inquiétantes. Ainsi rien que pour le Sénégal, affirme M. Ka-nou-té, les données vérifiables font état de 650 000 ha de terres allouées en dix ans, à 17 personnes privées, nationales ou étrangères. Ce chiffre représente 17% de terres cultivables de ce pays, et c est énorme. Mais, ce n est pour lui que la partie visible de l iceberg.

Et c est néanmoins d autant plus grave que, comme le souligne le représentant de International land coalition (Ilc), il n y a pas au monde, de terre vide, non occupée. Même quand une portion de terre est laissée en jachère, c est dans l optique d améliorer sa productivité.

Et les attributions de terres qui sont pratiquées actuellement, menacent le plus les terres qui nourrissent une bonne partie des populations africaines. Car selon Oakland Institute, à 70% des cas, cet accaparement des terres affecte les pays africains. Et à nos jours, c est environ les superficies réunies de

pays comme le Kenya, la Tanzanie, l Ouganda et le Rwanda qui sont en négociations.

L atelier de Dakar a travaillé sur la base d un document préparé à la suite d une enquête de Global Witness sur le sujet. L étude recommande, entre autres, la promotion d une cohérence entre les différentes politiques de développement mises en Suvre par différents ministères, en contradiction de celles menées par des agences. Ce qui fait que souvent, certaines structures ne savent pas toujours ce que font d autres.

Mohamed Guèye

Copyright © Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde